

Chronique d'une mort annoncée

La dissolution silencieuse d'un fleuron public de la pédopsychiatrie française : la Fondation Vallée.

Après de longs mois de réserve, nous, les enseignants de l'*unité d'enseignement* du CH Fondation Vallée, ressentons le besoin de **dénoncer** les modalités de mise en œuvre de la réorganisation de cet hôpital, qui aboutissent en substance à **sa dissolution** et qui font suite à sa **fusion**, en janvier 2025, avec le CH Paul Guiraud.

Continuer de nous taire nous rendrait complices d'un tel processus et de ses dérives.

Nous avons conscience que notre récit ne changera pas la réalité des faits, mais du moins il sera la trace d'une version différente de la même histoire.

Depuis 1947, des enseignants scolarisent les jeunes patients de ce centre hospitalier, par la volonté d'une psychiatrie visionnaire, humaniste et militante.

Issue des décombres de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, elle affirmait **le primat de la subjectivité du patient** sur sa maladie. À la *complexité* du réel, il fallait répondre en multipliant les regards, à travers une *approche pluriprofessionnelle*. Au fur et à mesure, des éducateurs, des psychologues, des psychomotriciens, des orthophonistes, des assistants sociaux et, un peu plus tard, des neuropsychologues, ont été invités à intégrer les équipes de la Fondation Vallée, aux côtés des médecins pédopsychiatres et des infirmiers.

Il s'est agi d'un mouvement d'envergure qui, bien au-delà des frontières françaises, en Europe comme aux États-Unis, a bouleversé, dans un unique élan, les pratiques soignantes et les pratiques pédagogiques : le regard qui était, jusque-là, porté par la société sur la *souffrance psychique*, la *maladie mentale* et le *handicap* en est alors sorti changé à jamais et a mis fin à toute logique asilaire.

À l'échelle de la France, c'est seulement en 2005, donc presque 60 ans plus tard, que la *loi du 11 février* a permis l'accès à la scolarité de tous les enfants malades ou en situation de handicap, en âge de scolarité obligatoire.

Aujourd'hui, l'unité d'enseignement de la Fondation Vallée est l'une des plus importantes et plus anciennes de France. Vingt-et-un enseignants du 1^{er} et du 2^d degrés, presque tous spécialisés et titulaires de leur poste, travaillent en articulation stricte avec les services de l'hôpital et intègrent même les *services de diagnostic*, afin de soutenir l'élaboration du volet scolaire des éventuelles préconisations. Jusque-là, nous intervenions sur les internats thérapeutiques et les hôpitaux de jour, dans **une articulation quotidienne avec les équipes soignantes**. Nous participions régulièrement aux *réunions de synthèse* autour de chaque patient de l'hôpital, afin de *mettre en commun* les regards, *adapter* au mieux les prises en charge scolaires et *élaborer* leurs projets.

La Fondation Vallée était, jusqu'en février 2026, un hôpital de pédopsychiatrie constitué de deux pôles et sept services, comprenant des unités d'hospitalisation complète, des unités d'hospitalisation de jour, mais aussi des centres de consultation spécialisés, une plate-forme et un centre de diagnostic, ainsi qu'un service d'accueil familial thérapeutique. Tous ces services sont répartis sur plusieurs communes du 94.

Les locaux « intramuros » de l'hôpital sont situés sur une petite colline, assez panoramique, dans la commune de Gentilly. Ils sont organisés en plusieurs pavillons, à taille humaine. Jusque-là, ils accueillait les différentes *unités d'hospitalisation* de la structure et les classes de l'*Unité d'enseignement*. Au sein des internats thérapeutiques (les unités d'hospitalisation complète), pour la plupart rénovés il y a une dizaine d'années, les patients profitaient de chambres individuelles avec des espaces hygiéniques privatifs, d'une salle commune d'activités et d'un réfectoire avec tables modulables. Les espaces extérieurs étaient équipés et, en proportion, bien plus conséquents que les cours de récréation de nos écoles. Certains pavillons plus anciens, et un peu vétustes, sont ceux qu'occupent les hôpitaux de jour. Les locaux attribués à l'*Unité d'enseignement* avaient, eux aussi, été refaits il y a une dizaine d'années : ils sont spacieux et bien équipés.

Jusqu'à l'année scolaire 2024-25, chacun des **5 internats thérapeutiques** de la Fondation Vallée disposait **d'un espace de repos sécurisé**. Il s'agissait d'**unités d'hospitalisation complète** de courte ou de longue durée, réservées à des patients de différentes tranches d'âge et avec des besoins thérapeutiques spécifiques (des enfants et **des jeunes entre 3 et 17 ans** pouvaient y être accueillis). Ces espaces n'étaient visiblement pas conformes au code de la santé publique et pouvaient donc contrevenir aux droits des patients. Cependant, il nous paraît important, face au **lynchage médiatique** et aux **amalgames irresponsables** subis par les soignants, de témoigner de l'usage que nous avons pu observer au fil du temps. Ces espaces de repos sécurisés étaient situés à proximité des bureaux des soignants. Leur utilisation n'était pas « banalisée ». Ils étaient utilisés comme un dispositif de dernier recours, une fois que toutes les autres tentatives d'apaisement avaient échoué, lorsque les débordements émotionnels de certains jeunes se traduisaient par des comportements agressifs, envers autrui ou envers eux-mêmes. La politique de la Fondation Vallée a toujours été de ne pas sédater systématiquement ses jeunes patients, préférant plutôt travailler avec eux et prendre appui sur l'articulation de différents espaces thérapeutiques. Certains patients ne recevaient d'ailleurs aucun traitement, respectant la demande des familles. Ces dispositifs n'ont jamais été envisagés, à la Fondation Vallée, avec des intentions « punitives » ou avec une volonté de mise en « isolement ». Les jeunes étaient censés rester dans l'espace de repos sécurisé seulement le temps que la phase aiguë de leur crise s'essouffle. Ensuite, un entretien avec un médecin et un membre de l'équipe soignante devait leur être proposé, afin de reprendre et élaborer l'événement. Ces mêmes débordements émotionnels faisaient, ultérieurement, l'objet de réunions de synthèse dont l'objectif était de réorganiser la prise en charge du patient, afin de limiter la réapparition de tels pics. Comme tous les professionnels du terrain le savent, l'utilisation de ces dispositifs était une procédure très coûteuse, psychologiquement et physiquement, aussi pour les soignants (essentiellement des femmes). **Aucune équipe soignante n'aurait déclenché de tels protocoles, systématiquement, « pour un oui ou pour un non »**, comme certains journalistes ont voulu le laisser entendre.

Pendant des décennies, dans cette structure, le partenariat des unités de soin avec l'Unité d'enseignement a été notre quotidien, au cœur d'une approche intégrative et pluriprofessionnelle fructueuse. Plusieurs fois par jour, nous allions librement chercher nos élèves dans les internats thérapeutiques, sans nécessité de sonner aux interphones. Des temps de classe *d'enseignement général* avaient lieu en tout petit groupe, voire en individuel, lorsque cela s'avérait nécessaire. Une large gamme *d'enseignements techniques* et *artistiques* était proposée et adaptée aux profils très variés des patients de l'hôpital, en décrochage des unités de soin. À chaque fois que c'était possible, la scolarité a favorisé une ouverture sur l'extérieur. L'*association sportive*, animée par le professeur d'EPS, a pu proposer des activités en partenariat avec le collège et les collègues du secteur. Dans le cadre de l'enseignement de l'éducation physique et sportive, des *activités hebdomadaires d'escalade* et des *activités aquatiques* adaptées étaient proposées, à l'extérieur de l'hôpital, et soutenues, si besoin, par du personnel soignant. Sur le même rythme, des cycles de sorties à la *Bergerie Nationale de Rambouillet*, étaient organisés par l'enseignante titulaire en biotechnologie, à destination des jeunes patients et en collaboration avec les soignants des différents services. Dans le cadre du projet *Autonomie à venir*, conçu par d'autres collègues, les élèves étaient accompagnés vers davantage d'autonomie, à travers notamment des sorties régulières à l'extérieur de l'hôpital. Le projet *Découverte des métiers* permettait à certains adolescents hospitalisés de reprendre contact avec la vie du lycée en participant à des ateliers professionnels avec les lycéens. Des projets *Restaurant* et *Cafés gourmands*, animés par des professeurs de biotechnologie, étaient également mis en place pour permettre aux élèves de développer des compétences préprofessionnelles.

Certains de nos élèves ont pu être présentés au CFG. D'autres ont préparé avec nous le brevet national des collèges. D'autres encore ont pu reprendre leurs études secondaires, parfois, après réorientation. Des temps de scolarisation partagée, entre l'*Unité d'enseignement* et des établissements scolaires externes, ont été mis en place à chaque fois que cela a paru profitable.

Tout ce travail de **scolarisation ou de rescolarisation progressive** s'est toujours déroulé **dans le cadre d'un partenariat strict avec les équipes de soin** et, aussi, grâce à leur investissement quotidien et à leur bienveillance.

Combien de fois, par jour, **les soignants des internats de la Fondation Vallée** nous ont-ils aidés à motiver ou à sécuriser leurs patients, afin de leur faire retrouver le chemin de l'école ? Combien de fois les ont-ils renforcés en les félicitant dès leur retour ? Parfois, pour ces enfants, il était très difficile de quitter leur unité. C'est grâce à l'engagement de ces personnes, infirmiers, aides-soignants et éducateurs, qu'un grand nombre de ces jeunes retrouvaient l'envie et le courage de faire des efforts. C'était dans leur regard qu'ils pouvaient lire la reconnaissance et la gratification nécessaires.

Malgré l'avis défavorable d'une étude d'impact sur le temps de travail réalisée à l'automne 2024, mettant en évidence des risques importants pour la structure, **la Fondation Vallée a fusionné avec le groupe hospitalier Paul Guiraud en janvier 2025**. Dans ces circonstances, les instances dirigeantes se sont montrées rassurantes quant à la volonté de sauvegarder les spécificités de cet hôpital, unique en son genre, et exclusivement consacré à la pédopsychiatrie. La situation financière de la structure était, alors, stable, disposant d'une capacité d'autofinancement conséquente et d'un endettement limité, comme relevé par la *Chambre Régionale de la Cour des comptes*, dans son rapport de novembre 2021. Dans ce même rapport, l'on relevait, par contre, **une « organisation institutionnelle peu compatible avec les indicateurs de performance hospitalière »**.

De fait, depuis janvier 2025, nous avons eu l'impression d'assister au **démantèlement progressif et jamais annoncé** de la Fondation Vallée.

Suite à la création du groupement hospitalier, **l'unité d'enseignement** a été insuffisamment prise en compte. Cela malgré des alertes répétées, formulées en réunion inter-pôles. **Sa mission particulière au sein de la Fondation Vallée**, fondée sur une articulation étroite avec les services de l'hôpital, a ainsi été progressivement **invisibilisée**.

Tel un rouleau compresseur, une réorganisation jamais clairement annoncée s'est abattue sur cette institution sans **aucune compréhension de ses spécificités**, sans **le moindre égard pour les professionnels** qui l'ont fait vivre un jour après l'autre, pendant des années, et, ce qui est encore plus grave, sans une réelle considération de **l'impact immédiat des mesures actées sur la vie des jeunes patients**, encore présents dans les services et tous scolarisés sur *l'Unité d'enseignement*.

Au cours de **l'année 2024-25**, dans une période historique où les hôpitaux peinent à trouver des pédopsychiatres, nous avons assisté au **départ de trois médecins responsables d'unité**, dont deux qui étaient très investis, depuis plusieurs années, dans la structure.

Au cours du **premier semestre 2025**, **deux internats thérapeutiques**, pour adolescents et jeunes adultes, ont été **fermés**.

Au cours du **dernier semestre 2025**, le **vice-président de la Commission médicale d'établissement**, représentant la Fondation Vallée au sein du nouveau groupe hospitalier et engagé dans la structure depuis des décennies, a quitté cette instance de représentation.

En **février 2026**, sous la pression d'un **fracas médiatique** digne de la meilleure presse à scandale et au nom de **dysfonctionnements graves** constatés dans la structure par les instances compétentes (visite des experts visiteurs de la HAS à l'occasion du processus de certification ayant eu lieu du 23 au 27 juin 2025, puis inspection de novembre 2025 mandatée par l'ARS), **trois autres internats thérapeutiques de la structure ont été fermés**. Il en a été de même pour une quatrième unité qui, en réalité, avait été ouverte seulement depuis quelques mois et dont le projet n'arrivait pas à se concrétiser. Ces services ont été accusés d'une utilisation non conforme des espaces de repos sécurisés, ainsi que d'autres locaux susceptibles d'être fermés à clé, du fait de la présence de serrures sur les portes (les chambres des patients et certains locaux d'apaisement).

Comment se fait-il que **des « alertes concordantes et documentées »** relatives à une institution qui œuvre depuis plus d'un demi-siècle aient vu le jour et aient eu le pouvoir de déclencher des actions d'envergure de la part de l'ARS **seulement en 2025-2026** ?

Pourquoi **la conclusion de non-certification de l'établissement** est-elle sortie avec deux mois de retard (le 19 novembre 2025) ? Comment a-t-elle pu s'avérer **en complète dissonance avec les premiers retours**

des experts visiteurs de la HAS à la direction de l'établissement, qui avait tout de suite félicité les équipes pour leur implication ?

Pourquoi n'a-t-il pas été suffisant de fermer les espaces de repos sécurisés, de retirer les serrures en question et procéder à **une réelle formation du personnel à d'autres modalités de gestion des crises clastiques auto ou hétéro agressives** ? Pourquoi n'a-t-on pas imposé une **mise en conformité** de la structure ?

On aurait pu expliquer l'importance de certaines réformes (internats, espaces de repos sécurisés, etc.) **et allier** des équipes investies et expérimentées dans la conception de nouveaux projets thérapeutiques. Mais non.

Depuis plusieurs mois, on a choisi de *démolir* au lieu de *développer*. **Sans donner aucun sens ni perspective** aux événements qui, depuis une année, s'enchaînent à la Fondation Vallée, on a préféré procéder sans la moindre concertation et avancer uniquement par injonctions, **en méprisant la fonction de chacun**, que ce soient les médecins, les cadres de santé ou les personnels soignants. Dans ce processus, les équipes sur le terrain ont toujours été mises face à des situations de fait, qu'elles n'ont pu ni anticiper ni élaborer. Infirmiers, aides-soignants et éducateurs ont tous été convoqués individuellement, par leurs cadres supérieurs, sans que leur propre cadre de santé ni le médecin responsable de leur unité n'aient été tenus informés.

On a prétendu **une opposition imaginaire** entre des *sciences plus récentes* (neurosciences, imagerie médicale, approches cognitivistes) et le *trépied* « *thérapeutique, éducatif et pédagogique* », qui caractérisait les soins dans cette structure, alors qu'il s'agissait de **développer leur intégration**.

On a choisi de voir dans la **Fondation Vallée** une caricature désuète et repliée de la cure psychanalytique, au lieu d'y reconnaître **une instance, depuis toujours, précurseur des approches intégratives**, dont le *partenariat* et la *pluridisciplinarité* sont la réalité, depuis des décennies.

Pourquoi autant de **mépris** et de **gaspillage** ?

On a exposé au lynchage médiatique des équipes soignantes engagées, qui à longueur de journée et pendant des années, ont œuvré dans l'ombre au service des jeunes les plus démunis (notamment dans les internats), avec militantisme et conviction, pour de bien faibles rémunérations.

On a **déplacé et redéplacé les patients** des services progressivement fermés, pour lesquels on n'avait pas trouvé de nouvelles solutions.

Mi-janvier 2026, on a commencé **des travaux, dans les internats thérapeutiques que l'on s'empressait de fermer (!)**, alors que des patients y étaient encore accueillis. Ces enfants, déjà dans un état considérable de souffrance psychique, se sont soudainement retrouvés rassemblés dans la moitié de l'espace qui était, jusque-là, à leur disposition. Conjointement, les équipes qui les prenaient en charge et partageaient leur quotidien (pour certains patients depuis plusieurs années) ont été démembrées et réduites de moitié, en trois jours. Comme si **le système des relations établies par ces patients** au sein de leur service ne **jouait pas un rôle fondamental dans leur prise en charge**. Durant cette période, les crises clastiques de ces patients se sont multipliées et il est devenu beaucoup plus difficile de les scolariser.

La **fermeture des derniers internats thérapeutiques**, décrétée en urgence par l'ARS, avant même que le rapport des inspections engagées soit rendu, est intervenue, d'ailleurs, **en pleine période des vacances scolaires, sans aucune concertation** préalable avec les équipes concernées ni le lien nécessaire avec *l'Unité d'enseignement*, qui pourtant scolarisait tous ces patients. Une bonne partie des 15 jeunes concernés par cette mesure a quitté la Fondation Vallée sans pouvoir dire au revoir à leurs enseignants et sans que leurs cahiers n'aient pu leur être remis. **Les modalités immédiates de poursuite de leur scolarité** n'ont même pas pu être envisagées en concertation avec l'équipe enseignante et les familles. Si quelques-uns ont, cependant, pu saluer leurs enseignants et récupérer leurs productions, c'est parce que certains collègues se sont spontanément précipités à la Fondation Vallée, alors même qu'ils étaient en congés.

Tout au long de ce processus de dissolution, nous avons été **choqués** par le **manque de considération, de reconnaissance et de compréhension manifesté à l'égard des équipes soignantes par leur propre hiérarchie**. À l'issue des entretiens avec leurs cadres supérieurs, qui se sont déroulés entre décembre 2025 et février 2026, nous les avons perçus déstabilisés, parfois en pleurs (des adultes). Jusqu'à la fermeture des derniers internats thérapeutiques, les soignants ont été **déplacés, sans merci, comme des pièces interchangeables**, sans histoire ni projet. Comme si leur investissement personnel n'était pas au cœur de la prise en charge des patients et, ce, d'autant plus en pédopsychiatrie.

À notre connaissance, à la Fondation Vallée, on n'utilise plus de **dispositifs de contention mécanique** depuis plusieurs années.

De plus, bien avant que la cinquième version du DSM définisse les « TND » et les « TSA », **les internats de cette structure hospitalière n'ont jamais eu vocation à accueillir des enfants ou des jeunes ne présentant que des troubles du spectre autistique**, sans d'importants troubles associés.

Les équipes soignantes se retrouvent trop souvent seules face à leurs difficultés, les médecins s'épuisent, affectés à mi-temps sur différents services. Comment **la continuité des soins et des protocoles** peut-elle être assurée correctement, lorsque sur chaque unité il n'y a qu'un seul médecin affecté à titre définitif, toujours à mi-temps et secondé, dans la plupart des cas, uniquement par un médecin interne, qui change tous les six mois ? Que se passe-t-il lorsque ces médecins titulaires de leur poste tombent malades ou partent en congé de maternité ? **La faille était bien « systémique »**, mais qu'on ne se trompe pas de « système » : il s'agit de celui qui a mis à genoux toute la fonction publique.

Toute société civilisée se juge à la façon dont elle prend en charge les personnes les plus vulnérables. Alors oui, toute l'attention de nos instances dirigeantes devrait être réellement portée sur la prise en charge des enfants, des personnes âgées et, plus généralement, des personnes malades. Nous saluons donc, avec joie, **l'avis du Contrôleur général des lieux de privation de liberté du 6 octobre 2025**, qui finalement précise le cadre de la prise en charge des mineurs, en pédopsychiatrie. De même, nous embrassons l'idée de **renforcer les contrôles indépendants des établissements accueillant des publics vulnérables**, hôpitaux et EHPAD. Cela nous paraît même **indispensable**.

Mais **qu'on ne se trompe pas de combat**, car ici, aujourd'hui, sous les coups des plumes de journalistes peu scrupuleux et de tribunes d'experts aux amalgames faciles, il reste seulement les pots cassés payés par des soignants investis et par les patients, les plus démunis, avec leurs familles.

Nous tenons alors à saluer l'engagement professionnel des équipes soignantes de la Fondation Vallée qui, depuis des années, ont donné de leur personne avec détermination et enthousiasme, afin de soutenir leurs jeunes patients. Une pensée particulière va aux soignants des services d'hospitalisation complète pour enfants, qui ont été particulièrement affectés ces dernières semaines. Malgré le lynchage médiatique en cours et en l'absence de tout soutien de la part de leur hiérarchie, dans des conditions de travail très dégradées en raison des travaux de rénovation engagés, ces professionnels ont réussi, malgré tout, à rester concentrés sur leurs patients jusqu'à la fermeture finale de leurs services.

Notre pensée va aussi aux parents des patients de la structure, parents aussi de nos élèves, dont la relation de confiance instaurée avec les différentes équipes a été éprouvée par tout ce fracas. Nous les invitons à rester fidèles à la réalité de leur vécu et de leur perception et nous restons à leur disposition.

Effectivement, **la Fondation Vallée n'était pas un hôpital « comme un autre »** : beaucoup de moyens humains y étaient mobilisés au profit des soins.

La Fondation Vallée ne faisait pas non plus du « médico-social », comme certains ont essayé de le lui reprocher. Elle incarnait tout simplement **une conception différente du soin**, en pédopsychiatrie, qui prônait avant tout **une approche globale et intégrative de la personne**, dont nous, enseignants, étions aussi les acteurs.

**Des enseignants de la Fondation Vallée
syndiqués ou non à la FSU**